

Introduction de Dan La Botz à son ouvrage : Le nouveau populisme américain :



Avec l'aimable autorisation des Editions Syllepse06

La crise de l'idéologie américaine et la montée du populisme¹

L'élection de Donald Trump est le produit de la décomposition de l'idéologie qui a dominé les États-Unis depuis l'après-guerre. En 2016, à l'approche des élections, force était de constater que nombre d'Américain-es n'avaient plus foi dans les idées et les valeurs auxquelles avaient adhéré leurs parents et grands-parents. La confiance dans ce qu'on appelait l'American way of life s'est érodée à la fin du 20^e siècle et au début du 21^e siècle. Aujourd'hui, elle s'est pratiquement effondrée.

En 1955, l'universitaire conservateur William Herberg donna une définition de l'American way of life qui pouvait être partagée par les liberals² :

L'American way of life est individualiste, dynamique et pragmatique. Il proclame la valeur suprême de l'individu et sa dignité ; il met l'accent sur l'incessante activité de ce dernier ; lui qui ne se repose jamais, s'efforçant en permanence d'« aller de l'avant » ; il définit une éthique de l'indépendance, du mérite et du caractère, et juge d'après les seuls résultats : ce qui importe, ce sont « les actes et non les mots ». L'American way of life est humanitaire, « tourné vers l'avenir », et optimiste. Les Américains sont sans conteste le peuple le plus généreux et philanthrope du monde, parce qu'ils font preuve d'une disponibilité et d'un indéfectible soutien à quiconque souffre sur cette planète. L'Américain croit dans le progrès,

dans le développement personnel et dans l'éducation. Mais, par-dessus tout, l'Américain est idéaliste.

Les Américains ne peuvent pas simplement gagner de l'argent ou remporter des succès mondiaux ; de telles choses « matérialistes » doivent, dans leur esprit, être justifiées par de plus « hautes » exigences en termes de « service », d'« administration » ou de « bien commun ». [...] Et parce qu'ils sont si idéalistes, les Américains ont tendance à être moralistes ; ils sont enclins à considérer toutes les questions de façon manichéenne, comme des questions de moralité (Herberg, 1956 :79).

C'est cette image que l'Amérique a voulu incarner dans sa façon d'agir avec ses idéaux affichés, malgré les fortes tensions qui commencèrent à apparaître dans les années 1960. Il est frappant de noter que cette représentation a duré pendant presque soixante-dix années jusqu'à ce que la grande récession de 2008 fasse voler en éclats les derniers vestiges de la conception du monde que l'Amérique avait depuis l'après-guerre. Ni les élites, ni le peuple n'y croient plus désormais. Mais les candidat·es de l'establishment, la démocrate Hillary Clinton et le candidat républicain initialement favori Jeb Bush, tout comme ses rivaux, furent incapables de reconnaître l'obsolescence des vieilles idées et rhétoriques. Quelque chose de nouveau devait prendre leur place. Les deux populistes de la campagne de 2016 ont quant à eux affirmé le besoin d'une nouvelle idéologie. Bernie Sanders a défendu le « socialisme démocratique » alors que le slogan de Donald Trump, « Make America Great Again », lui permettait de dissimuler une idéologie nationaliste blanche et nativiste³.

Les idées légitimaient le système économique et politique américain aux yeux de la plupart de nos concitoyen·nes tout au long de cette longue période, firent soumis·es à des tensions lors de premières tempêtes – des années 1950 aux années 1970 en particulier – lorsque certaines poutres et solives idéologiques se fissurèrent sans pour autant s'effondrer. Aujourd'hui, les multiples crises du capitalisme – économique, sociale, culturelle, militaire et climatique – montrent que la structure intellectuelle du capitalisme américain tout entière est en train de se disloquer. Et en raison du rôle que joue la classe capitaliste américaine dans le monde, cette brisure constitue une véritable crise de direction et de légitimité du monde capitaliste. Face au déclin de l'hégémonie des États-Unis et à leur Weltanschauung [vision du monde] en lambeaux, il y a partout dans le monde une recherche de nouveaux leaders et de nouvelles idées.

Une question se pose : les capitalistes seront-ils capables de refonder une nouvelle idéologie qui leur permette d'emporter le consentement de ceux et celles qu'ils dirigent ? Ou la classe travailleuse sera-t-elle capable de mettre en avant une alternative socialiste à la fois révolutionnaire et démocratique ?

Le consensus d'après-guerre

Pour comprendre comment nous avons abouti à la présidence de Donald Trump et les tâches de la résistance, nous devons interroger les éléments fondamentaux de l'idéologie de l'American way of life ainsi que la nature de ses tensions et comprendre comment et pourquoi elle s'est désagrégée.

Après la Deuxième Guerre mondiale, le « républicanisme moderne » de Eisenhower accepta prudemment le New Deal de Roosevelt comme base de l'économie américaine – une fois que la loi Taft-Hartley⁴ fut adoptée – et que les deux partis se furent accordés sur une politique

étrangère bipartisane d'endiguement du communisme. L'hégémonie américaine sur le monde capitaliste, fondée sur la destruction de l'Europe- et du Japon et sur un dangereux équilibre des forces avec l'Union soviétique au cours de la Guerre froide, permit une Pax Americana – une paix ponctuée de coups d'État soutenus par les États-Unis et de guerres occasionnelles –, et constitua la base de la prospérité du pays.

Au cours de la même période, les élites américaines, l'establishment, qui dirigeaient et pensaient pour le compte de la classe capitaliste, promurent une nouvelle explication et une nouvelle légitimation de l'organisation de la société américaine. À partir de la fin des années 1940 jusqu'aux années 1960, les politicien·nes et les responsables gouvernementaux, les médias et les Églises, les écoles et les universités américaines forgèrent et propagèrent un ensemble de conceptions se renforçant mutuellement qui formèrent la structure idéologique qui en vint à être acceptée par la plupart des Américain·es. Ces idées, fondamentalement différentes de l'idéologie du Gilded Age de 1870-19005 ou de celle de l'Ère progressiste, dominante dans la période 1900-19416, constituaient une authentique conception du monde.

La classe dirigeante américaine construisit cet ensemble d'idées non seulement pour justifier sa domination économique et politique, mais aussi pour embrasser tous les aspects de la vie quotidienne, de la salle du conseil d'administration à la chambre à coucher, de l'atelier au terrain de football, des salles de prières au service comptable. Si les capitalistes américains se considéraient légitimes pour diriger les États-Unis, ils s'estimaient également justifiés dans leurs tentatives d'imposer au monde entier leur modèle de capitalisme et leur conception particulière de la démocratie. L'Amérique, expliquaient-ils, avec ses ressources naturelles illimitées, son système de libre entreprise, sa profusion de marchandises et son haut niveau de vie, son égalité des chances et sa tolérance religieuse, ses progrès certes lents mais constants vers une intégration raciale complète, son opposition au totalitarisme, constituait un modèle pour l'Amérique du Nord mais également pour tout un chacun où qu'il soit sur la planète.

Si « les idées dominantes de chaque période sont les idées de la classe dominante », ainsi que Marx l'a écrit, pour autant les idées des groupes dirigeants ne s'installent pas rapidement et aisément en chaque groupe social et certainement pas en chaque individu. Après tout, toutes les civilisations connues ont été des sociétés de classes basées sur l'oppression et la domination et ont produit des résistances et parfois des rébellions. Toutes les sociétés, même dans leurs moments les plus stables, ont leurs dissidents. Cependant, ce qui rend une idéologie opérante, c'est sa capacité à dominer l'univers intellectuel, culturel et moral d'une société et du plus grand nombre presque à tout instant. Ce fut particulièrement vrai pour l'idéologie américaine de l'après-guerre jusqu'aux années 2000, lorsqu'une multitude de forces économiques et sociales balayèrent ces cadres idéologiques. Hier, la conception du monde des élites américaines était partagée par tous. Aujourd'hui, le vent des idées, des faits et des opinions – déliés de leurs amarres idéologiques – s'engouffre dans les réseaux sociaux et la conscience populaire comme des débris éparpillés par un ouragan. Des décennies de confiance dans l'American way of life ont néanmoins permis l'hégémonie de la classe dirigeante et du consentement populaire qui l'accompagne.

L'American way of life

Quelle était l'idéologie américaine qui émergea dans la période d'après-guerre comme produit de la victoire des États-Unis dans la Deuxième Guerre mondiale et de sa domination de l'économie mondiale ? Quelle était la conception du monde de la classe capitaliste et de sa constellation de partenaires politiques et intellectuels ? Comment les capitalistes américains et

leurs représentant·es politiques voyaient le monde et comment l'expliquaient-ils à cette époque ? Voici une photographie de cette idéologie autour des années 1960.

Une société de classe moyenne

L'Amérique a atteint l'harmonie sociale dans une société relativement égalitaire où des classes sociales distinctes n'existent plus et, par conséquent- où la lutte de classes a également disparu. Ceci a été rendu possible grâce à une mobilité sociale, basée en partie sur l'initiative individuelle et en partie par la méritocratie, qui permet aux individus de passer d'une couche sociale à une autre (définie par l'éducation et le revenu et non par les rapports sociaux de production). En Amérique, tout le monde a la même chance de réussir – et beaucoup y arrivent (Bell, 1960).

Une démocratie pluraliste

L'Amérique représente une voie intermédiaire en matière de philosophie de gouvernement entre les dangereux extrêmes que sont le communisme et le fascisme. Le gouvernement américain est fondamentalement démocratique, non seulement parce que le pays est une république représentative, mais aussi parce que la compétition capitaliste est tempérée par la régulation gouvernementale. Le système bipartisan, organisé autour des idées conservatrices et libérales, permet d'intégrer l'ensemble des citoyen·nes dans un dispositif politique exceptionnellement stable. Mais par-dessus tout, l'Amérique est démocratique parce qu'elle est soumise à des groupes de pression de toutes sortes comme les milieux d'affaires, les travailleur·euses, les fermiers ou les propriétaires immobiliers (Dahl, 1956).

Un modèle économique prospère

Les entreprises américaines produisent une société de consommation qui améliore la vie de chacun·e. En collaborant avec les syndicats qui représentent un tiers des travailleur·euses du pays, en fournissant des emplois stables à long terme, des salaires décents, des avantages sociaux comme l'assurance-maladie et la retraite, elles permettent un niveau de vie élevé qui s'améliore de génération en génération. Pour protéger les Américain·es des monopoles qui peuvent être dommageables économiquement, le gouvernement réglemente des secteurs comme l'électricité, le gaz et le téléphone, mais pour le reste, c'est le marché qui prévaut. Et puisque le marché ne fonctionne pas toujours parfaitement pour assurer une croissance continue, il faut – comme le préconise John Maynard Keynes – que le gouvernement intervienne avec des programmes pour soutenir les sans-emploi, les pauvres et les plus âgé·es (Samuelson, 1948).

Une démocratie sociale et raciale

En Amérique, tous les groupes d'immigrant·es sont progressivement assimilés et trouvent une vie meilleure. Les Noir·es, les Latinos et les Asiatiques dans le nord et l'ouest du pays peuvent rencontrer des difficultés, mais ils finiront par se faire une place grâce à une aide limitée du gouvernement et à leurs propres initiatives. La pauvreté et le crime dans les ghettos noirs et latinos sont dus à des problèmes économiques et sociaux auxquels on peut remédier. Le Sud, qui constitue une région distincte ayant son histoire et ses coutumes propres, sera graduellement réformé pour se fondre dans l'ensemble américain.

Une société judéo-chrétienne

L'Amérique est une nation basée sur des valeurs judéo-chrétiennes. Alors que ce sont les protestants qui ont fondé le pays, la tolérance religieuse a permis aux catholiques, aux orthodoxes, aux chrétiens et aux juifs de participer à toutes les institutions économiques, sociales et politiques du pays. L'élite économique et sociale de l'Amérique, de même que le reste de la société, se renforce par l'intégration d'autres groupes (Baltzell, 1964).

Égalité et épanouissement pour les femmes

Les femmes en Amérique jouissent d'une totale égalité. Elles ont non seulement leur droit de vote, mais aussi le droit de travailler dans pratiquement tous les secteurs. Elles sont très nombreuses à souhaiter poursuivre des études supérieures et à faire carrière. Même les femmes qui travaillent s'épanouissent comme ménagères et comme mères ou comme animatrices d'association de parents d'élèves, chez les scouts ou dans d'autres organisations locales. Les femmes d'aujourd'hui, soulagées de nombreuses tâches ménagères grâce aux appareils ménagers, mènent des vies plus libres et plus épanouissantes que jamais.

Un épanouissement individuel

En combinant foi, aide psychologique et si nécessaire médication, chaque Américain·e peut trouver un équilibre, en parvenant non pas uniquement à la satisfaction mais plus encore à l'accomplissement de soi. Les nouveaux psychologues traitent les patient·es sans préjugés, leur accordent un respect inconditionnel, leur permettant ainsi de trouver leurs propres solutions aux défis de la vie. La société américaine offre non seulement un haut niveau de vie mais également un épanouissement personnel (Rogers, 1951).

Des ressources naturelles inépuisables

L'Amérique est une terre bénie qui dispose de toutes sortes de ressources naturelles inépuisables : un sol fertile, de vastes forêts, du charbon, du fer, du gaz et du pétrole. La science moderne, particulièrement la chimie, a fourni les herbicides et les pesticides qui ont permis une révolution agricole. Nous fournissons désormais des denrées alimentaires non seulement à l'Amérique mais au monde entier. Alors que nos sociétés exploitent nos ressources naturelles pour le bien de tous, notre pays préserve également très sagement la terre, la nature, la faune et la flore avec ses parcs nationaux dans les montagnes et sur le littoral qui protègent la faune et les étendues sauvages.

L'exceptionnalisme américain

Notre nation est exceptionnelle, c'est a city on a hill⁷, un exemple pour le monde. Grâce à notre démocratie et à notre prospérité, nous sommes un peuple supérieur : les mieux nourris, logés et habillés, les mieux éduqués et les mieux payés. Notre peuple, que ce soit les hommes d'affaires ou les travailleur·euses, incarne les idéaux américains de démocratie et de libre entreprise. Notre histoire, notre culture et notre système économique et social nous permettent en tant que nation de jouer un rôle dirigeant dans notre hémisphère et dans le monde entier, pour contribuer à travers notre exemple, à travers l'aide fournie, à travers la diplomatie et à travers l'intervention militaire lorsque cela est nécessaire, à faire avancer le monde vers la paix et la prospérité.

Une puissance mondiale bienveillante

Le gouvernement américain, qui œuvre de concert avec ses alliés de l'OTAN ainsi qu'avec le bloc de démocraties au sein des Nations unies, est une force bien-veillante, qui se consacre à la paix mondiale, au développement économique et à la prospérité pour tous ainsi qu'à la démocratie partout sur le globe. Les menaces communistes sur la paix mondiale et la prospérité doivent être contenues et découragées. Avec le temps, la démocratie américaine et son haut niveau de vie vaincront la Russie et la Chine communistes et ces pays rejoindront le monde libre.

Comme on peut le voir, il y a ici une structure dont les dix poutrelles et solives s'intègrent pour former un ensemble unifié qui explique pratiquement tous les aspects de la société américaine. Les idées de prospérité économique et d'égalité des chances en forment la base.

Cette idéologie, propagée par les écoles, les Églises, les organisations des différentes communautés et par le gouvernement à tous les niveaux, est largement l'œuvre d'intellectuels alignés sur le Parti démocrate. Et ce n'est pas une surprise. Après tout, les démocrates ont largement contribué à fonder le régime politique d'après-guerre. Le président républicain Dwight D. Eisenhower laissa en place les structures du New Deal et institutionnalisa ainsi l'ordre américain d'après-guerre. Les démocrates – qui étaient à la Maison Blanche pendant la Deuxième Guerre mondiale – soutinrent la guerre en Corée et menèrent la guerre du Vietnam, jouant ainsi un rôle de premier plan dans l'élaboration de la politique étrangère du pays.

Ce sont les liberals qui fournirent la justification la plus forte à la Guerre froide et à la croisade anticommuniste : la défense de la -démocratie. Des historiens comme Henry Steele Commager, auteur *The Empire of Reason : How Europe Imagined and America Realized the Enlightenment*(1977) et Arthur M. Schlesinger Jr., le biographe de Franklin D. Roosevelt, d'Harry Truman et des deux frères Kennedy, sont l'archétype des intellectuels liberals qui justifièrent autant la politique étrangère impériale que le système social américain, pourtant si limité en comparaison avec ceux mis en place dans les démocraties sociales ouest-européennes.

La majorité des Américain-es, particulièrement durant la période de prospérité de 1945-1960, celle du GI Bill 8 et des prêts immobiliers garantis de la Veterans Administration, adhéraient fortement à ces idées qui leur offraient une compréhension du monde et de leur place en son sein. La place dominante des États-Unis dans le système capitaliste mondial, son économie prospère et ses programmes sociaux très développés, tant au niveau des États qu'au niveau fédéral, signifiaient que la plupart des gens pouvaient se reconnaître dans cette vision du monde que déversaient quotidiennement les journaux, la radio, la télévision, les Églises, les écoles publiques et les universités. Après tout, 63 % des Américains étaient propriétaires de leur propre logement (ou étaient en train de rembourser un prêt immobilier) et un tiers d'entre eux vivaient dans les banlieues nouvellement apparues et presque exclusivement blanches.

Cependant, un certain nombre de facteurs ou d'événements – l'incapacité du Sud à se moderniser et se démocratiser, la massification de l'enseignement supérieure, le développement de la contre-culture, la révolution sexuelle, la guerre du Vietnam, les récessions économiques récurrentes, la compétition économique avec l'Europe et le Japon –, ainsi que bien d'autres tremblements et secousses, allaient ébranler l'édifice idéologique que les intellectuels liberals de l'establishment avaient construit.

Après 1945 : une conception du monde sous tension

Il est clair que certaines de ces conceptions étaient plus faibles que d'autres, comme le montre évidemment celle ayant trait à l'égalité raciale. Les Noir·es n'ont à l'évidence jamais été des citoyen·nes à part entière aux États-Unis et n'ont jamais eu le droit à l'égalité économique ou sociale, ainsi que l'a montré Gunnar Myrdal dans *An American Dilemma: The Negro Problem and Modern Democracy* (1944), qui constitue une mise en accusation de la politique raciale américaine. Il n'est donc pas surprenant que l'idéologie de l'égalité raciale ait été le maillon faible qui provoqua la montée explosive du mouvement pour les droits civiques de 1956-1965. Le révérend Martin Luther King Jr., le mouvement qu'il conduira et son livre, *Why We Can't Wait* (1963), contestaient le mythe de l'égalité raciale. Et ce fut là une poutrelle de la superstructure intellectuelle qui se brisa.

Cependant, on n'assista pas à l'effondrement de la structure tout entière – pas même après que le mouvement pour les droits civiques ait été suivi par le Black Power et par la rébellion et les émeutes des ghettos et que les discours de Malcolm X aient taillé en pièces les restes de la doctrine de l'égalité raciale. L'adoption au milieu des années 1960 du Civil Rights Act et du Voting Rights Act, l'accès dans les entreprises des Noir·es aux métiers qualifiés, aux emplois de bureau et aux postes de gestion occupés par des Blanc·hes ainsi que les programmes sociaux apaisèrent la rébellion noire. Les charpentiers de l'élite intellectuelle rafistolèrent cette vieille poutrelle pour en faire une neuve : grâce aux lois sur les droits civiques et la législation sociale, on pouvait de nouveau dire que les Noir·es avaient obtenu l'égalité. La société, disait-on, était devenue color blind, aveugle à la couleur. La structure idéologique avait tremblé et craqué, mais elle ne s'était pas effondrée.

La guerre américaine contre le Vietnam (1955-1975) ébranla et fut à deux doigts de détruire un autre principal élément de l'idéologie américaine : les États-Unis comme puissance mondiale bienveillante. La lutte du peuple vietnamien pour son indépendance et son autodétermination, combinée aux immenses manifestations antiguerre aux États-Unis et dans le monde, entama la confiance tant dans la force de l'Amérique que dans sa bienveillance et sa bonne volonté, aussi bien à l'étranger que dans le pays même. Publiée par les Students for a Democratic Society en 1962, la Déclaration de Port Huron avait pour perspective l'unité du mouvement pour les droits civiques, du mouvement étudiant et du mouvement pour la paix, et maintenait la pression sur le concept d'égalité raciale tout en contestant la notion de puissance mondiale bienveillante (SDS, 1990).

Après la mort de 58 000 Américains et de deux à trois millions de Vietnamiens et d'Asiatiques du Sud-Est, les États-Unis finirent par perdre la guerre. L'élite fut alors dans l'incapacité de reconstruire une conception de la politique étrangère à intégrer à l'idéologie américaine. Certains libéraux en tirèrent la conclusion qu'il ne devait plus y avoir de guerres extérieures à large échelle, alors que les conservateurs conclurent au contraire qu'il ne devait plus y avoir de guerres limitées. Bien que l'élite américaine fût toujours favorable à une politique étrangère bipartisane de défense des intérêts des entreprises américaines dans le monde, elle n'avait cependant plus de conception commune de sa mise en œuvre. Un des piliers de la construction idéologique semblait alors définitivement irréparable et cette faiblesse indiquait que toute la structure idéologique était désormais profondément déstabilisée.

Paru en 1963, *The Feminine Mystique* de Betty Friedan marqua le début du mouvement de masse des femmes aux États-Unis et enfonça un nouveau clou dans la colonne vertébrale idéologique de l'après-guerre. Les femmes en Amérique, expliquait-elle, n'étaient pas heureuses et ne s'épanouissaient pas dans les rôles qui leur étaient assignés : travailleuse

occasionnelle, femme au foyer et mère à plein-temps. Friedan lança la National Organization for Women (NOW), tandis que se créaient des milliers de groupes de conscience dans le pays. Le mouvement des femmes des années 1960 et 1970 demandait alors une véritable égalité dans tous les aspects de la vie des femmes, en matière d'éducation, de sport, d'emploi et de représentation politique. La décision prise par la Cour suprême dans l'affaire Roe vs. Wade de légaliser l'avortement fut une des victoires les plus importantes, un acquis pratique et symbolique du mouvement des femmes : le contrôle de leur corps.

Une fois encore, les intellectuels de l'establishment rafistolèrent la vieille poutre en expliquant que grâce aux nombreuses lois fédérales et aux non moins nombreuses lois adoptées au niveau des États – malgré l'enterrement de l'Equal Rights Amendment en 1982 –, les femmes avaient obtenu l'égalité totale. Cependant, année après année, les statistiques venaient montrer que les femmes, et particulièrement les femmes travailleuses et les pauvres, n'avaient obtenu la parité dans presque aucun domaine de la vie américaine et que cette vieille poutre craquait encore lorsqu'on marchait dessus.

Paru en 1962, *Silent Spring* de Rachel Carson était une attaque contre l'usage indiscriminé des pesticides et contre les industries chimiques qui les produisent. Pour la première fois, l'opinion publique était confrontée à l'idée que les entreprises américaines et le gouvernement pouvaient mettre en danger l'environnement. Dès 1963, dans *Science and Survival* Barry Commoner examinait l'impact de la science et de la technologie sur l'environnement. Puis, en 1971, dans *The Closing Circle : Nature, Man, and Technology*, avertissait qu'il fallait changer de politique tant au niveau national que mondial et modifier les comportements ; il y proposait une profonde critique écosocialiste de la vieille notion de ressources illimitées. Enfin, en 1973, dans *Small Is Beautiful* – dont la publication coïncida avec la crise pétrolière – Ernst F. Schumacher expliquait que l'économie était intenable. Au moment du premier Earth Day en 1970, on commença aux États-Unis à beaucoup douter que les ressources du pays soient illimitées ou que ces ressources pouvaient être préservées. Le nouveau mouvement écologiste mit en mouvement des milliers de personnes et des millions d'autres commencèrent à questionner le système économique dans son ensemble ; doutes auxquels le président Nixon répondit en créant l'Environmental Protection Agency (EPA). Une fois de plus, d'importantes réformes politiques réparaient certains dommages causés à la structure idéologique, même celle-ci n'apportèrent aucune protection adéquate de l'environnement.

Les libéraux du Parti démocrate, qui furent au pouvoir au cours de l'essentiel des années 1960 et 1970, répondirent à ces défis historiques en se contentant d'essayer de consolider le système. Le président démocrate Lyndon B. Johnson (1963-1969) accrut le rôle du gouvernement fédéral à un niveau jamais vu depuis les années 1930. Johnson non seulement supervisa l'adoption du Civil Rights Act, du Voting Rights Act et de l'Economic Opportunity Act, mais il mit également en œuvre par le biais du Congrès ses programmes de « guerre contre la pauvreté » : Medicare, Medicaid, Head Start pour l'éducation préscolaire, les Model Cities pour un renouveau urbain et des programmes de logement. Nixon développa lui aussi le rôle du gouvernement, non seulement en créant l'EPA mais en mettant également en place une Occupational Safety and Health Administration. Cependant, la guerre au Vietnam, combinée aux rébellions urbaines noires, entrava les tentatives de Johnson de résoudre les conflits politiques qui déchiraient le système idéologique américain. Les élites du pays ne pouvaient pas simultanément gérer l'empire mondial de l'Amérique et contrôler ses populations noires rétives sans réduire en lambeaux les justifications intellectuelles du capitalisme démocratique et libéral. Durant ces années, des millions de personnes cessèrent de croire dans l'idéologie dominante.

Ensuite, le capitalisme entra en crise. La résurrection de l'Allemagne et du Japon – avec leurs industries reconstruites après la Deuxième Guerre mondiale et dotées des technologies les plus modernes – provoqua à la fin des années 1960 une sévère compétition sur les marchés américains et mondiaux. En l'espace d'une décennie, les entreprises américaines fermèrent les vieilles aciéries et usines automobiles, licenciant des centaines de milliers de travailleurs. L'OPEP augmenta le prix du pétrole. Les crises économiques de 1974-1975 et de 1979-1981, accompagnées d'une inflation et d'un taux officiel de chômage de 10%, ébranlèrent l'idée nodale que l'économie américaine pouvait offrir la prospérité à la majorité de son peuple. Les taux de profits chutèrent et les patrons passèrent à l'offensive ; le pacte social d'après-guerre se dissolvait. La lutte de classes se mais celle-ci était largement menée par un seul déploiement à nouveau – camp : le patronat attaquait, les syndicats reculaient et les travailleurs perdaient du terrain. Cette partie de la structure idéologique ne devait pas à être réparée ; comme un mauvais propriétaire, les idéologues de la classe dirigeante ignorèrent tout simplement que le plafond était en train de céder.

La tentative conservatrice de reconstruction idéologique

En dépit des réparations et des rénovations entreprises, les crises sociales et les mouvements des années 1960 et 1970, puis les crises économiques des années 1970 et 1980 avaient de la structure idéologique de clairement démontré la faillite l'après-guerre. L'absence d'explication idéologique cohérente de la classe dirigeante des différentes crises qu'avait connues la société devint une nouvelle source de tension. Les dieux semblaient faillibles et le catéchisme ne semblait plus pouvoir expliquer le monde. Les élites et le peuple se mirent en quête d'une nouvelle conception du monde.

Des idéologues et des politiciens de droite – dont Barry Goldwater (candidat à la présidentielle)¹⁰, Patrick Buchanan (conseiller présidentiel et candidat à la primaire républicaine)¹¹ et le révérend Jerry Falwell – comprirent que le moment était venu de fonder un nouveau cadre idéologique et s'efforcèrent de construire une conception du monde alternative reposant sur une nouvelle série de propositions issues des principes économiques et religieux conservateurs. Contrairement à ceux qui les avaient précédés et qui avaient cherché à rénover l'édifice intellectuel d'après-guerre, ils voulaient le détruire. Ils prirent comme modèle le capitalisme du laissez-faire du 19^e siècle qu'ils combinèrent à un fondamentalisme chrétien et à une vision mythique et idyllique du début du 20^e siècle américain avec ses familles de fermiers, ses petits entrepreneurs et ses congrégations pieuses vivant dans une harmonie bienheureuse. Ces représentations restent, encore aujourd'hui, parmi l'une des deux ou trois principales visions conservatrices.

Avec la chute du communisme, quelques intellectuels conservateurs tentèrent de façonner une nouvelle version de La Fin de l'idéologie de Daniel Bell, paru en 1960. Dans un article paru en 1989, Francis Fukuyama écrivait :

Il se pourrait que nous n'assistions pas simplement à la fin de la Guerre froide ou au passage à une période particulière de l'histoire d'après-guerre, mais à la fin de l'histoire en tant que telle : c'est-à-dire la fin de l'évolution idéologique de l'humanité et l'universalisation de la démocratie libérale occidentale en tant que forme définitive de gouvernement¹².

Désormais, expliquait-il, le monde allait découvrir que le capitalisme libéral-démocratique était le meilleur système. Au cours des années suivantes, une série de guerres, de crises économiques et de conflits intérieurs allait remettre en question cette conclusion.

Les conceptions de la Nouvelle droite, telles qu'elles se développaient sous la forme d'une idéologie et d'un programme politiques particuliers, se traduisaient non seulement par la volonté de détruire les acquis du mouvement noir et de celui des femmes, mais aussi par des attaques contre les syndicats et le démantèlement des programmes sociaux. Au cours de ses deux mandats (1981-1989), Ronald Reagan mit en œuvre ce programme et connut quelques succès, le plus notable étant la destruction du syndicat des contrôleurs aériens, en 1981 qui ouvrit la porte à une campagne antisyndicale du gouvernement et des employeurs. Mais le démantèlement du New Deal et des programmes de la « guerre contre la pauvreté » s'avéra plus difficile que Reagan ne l'avait imaginé, alors que ses programmes militaires étaient essentiellement keynésiens. Sa rhétorique offensive contre les libéraux et le « big government¹³ » ne fit qu'exacerber les tensions auxquelles était soumise l'idéologie d'après-guerre, particulièrement parce qu'elle entraînait en contradiction avec l'augmentation des dépenses militaires et une dette nationale toujours plus importante. Toutefois, le système économique et social resta, avec quelques altérations régressives, fondamentalement ce qu'il avait été depuis 1948.

Le successeur de Reagan, l'ancien directeur de la CIA George H. W. Bush, prit ses fonctions en 1989 et se précipita dans la guerre du Golfe (ou première guerre d'Irak) une année plus tard. Provoquée par l'invasion du Koweït par l'ancien allié des États-Unis, cette guerre constituait la plus importante intervention américaine depuis le Vietnam. La guerre par elle-même, des préparatifs à la victoire américaine, ne dura qu'une année, mais elle ne fut que le premier moment d'une série de guerres et d'interventions militaires désastreuses au cours des années 2000 contre l'Irak, l'Afghanistan et d'autres pays du Moyen-Orient, d'Afrique et d'Asie du Sud. Au cours de la même période, l'économie américaine s'affaiblissait. Reagan avait légué à Bush un énorme déficit budgétaire, l'obligeant à traiter avec les démocrates pour augmenter les impôts. À la veille des élections de 1992, l'économie entra en récession – le chômage atteignit 7,80%, le taux le plus élevé depuis 1984 – condamnant Bush à n'accomplir qu'un mandat. Déçu par les républicains, l'Amérique se tourna à nouveau vers les démocrates.

Dans l'ère néolibérale de l'austérité

Tout en épousant la rhétorique libérale historique des démocrates, le président Bill Clinton entreprit de renforcer le secteur financier, d'accroître le pouvoir des entreprises et de faire reculer les systèmes sociaux tout en intensifiant la répression contre les couches les plus pauvres. Après ce qui fut un moment de renouveau de l'expansion économique avec même de légers gains en matière de salaires, les États-Unis entrèrent dans l'ère de l'austérité. Clinton fit adopter en 1996 par un Congrès docile le Personal Responsibility and Work Opportunity Reconciliation Act – qui avait été un élément central du « Contract with America » des républicains. Des centaines de milliers de personnes, pour la plupart des femmes et des enfants, perdirent leurs allocations sociales. En 1994, Clinton soutint et signa également le Violent Crime Control and Law Enforcement Act, une loi très importante et complexe accordant des milliards de dollars à la police – cent mille nouveaux policiers furent embauchés – et qui augmenta considérablement le taux d'incarcération qui frappait, de façon disproportionnée, la population noire et latino.

Une des décisions les plus importantes de l'administration Clinton fut la négociation finale, l'adoption et la signature du North American Free Trade Agreement (NAFTA), qui avait été lancé par Bush et qui facilitait les mouvements de capitaux et de marchandises entre le Canada, le Mexique et les États-Unis, tandis que les travailleur·euses ne pouvaient pas se

déplacer librement. Si par plusieurs aspects, le traité ne faisait que ratifier une tendance historique à l'intégration des économies nord-américaines, il formalisait et institutionnalisait la domination des grandes entreprises sur le continent, en leur donnant accès au capital, à la terre et aux ressources naturelles des trois pays, tout en profitant du travail mexicain bon marché. Les syndicats et les organisations environnementales se battirent alors pour des « clauses complémentaires », mais celles-ci n'eurent que peu d'effets. Les syndicats continuèrent à perdre des membres et à voir leur pouvoir économique et leur influence politique décliner.

L'entrée en vigueur du NAFTA marqua l'entrée de l'Amérique dans l'ère de la mondialisation et du néolibéralisme. Ni le pacte social ni le paradigme idéologique d'après-guerre n'avaient envisagé un marché commun de l'Amérique du Nord ou la production mondiale d'automobile dans plusieurs pays. Lorsque l'Organisation mondiale du commerce (OMC) se réunit à Seattle en 1999 pour y admettre la Chine – pays où les droits des travailleur·euses n'étaient pas reconnus et sans réglementation environnementale –, écologistes et syndicalistes se rassemblèrent et quarante mille manifestant·es paralyserent les rues de la ville. La réunion de l'OMC fut un échec, mais la Chine fut admise deux ans plus tard. Le commerce extérieur américain connut une croissance exponentielle avec le NAFTA et l'entrée de la Chine dans l'OMC, mais il n'y eut, après le bref boom des années 1990, ni augmentation de salaire pour les travailleur·ses ni amélioration de leurs conditions de vie.

Ami de Wall Street, Clinton signa en 1998 le Gramm-Leach-Bliley Act qui abrogeait deux dispositions clés du Glass-Steagall Act, offrant ainsi une plus grande latitude aux institutions financières en permettant aux banques de s'affilier avec des sociétés d'investissements, changements qui conduiront au développement de la spéculation financière et à la grande récession de 2008. Si la période de l'administration Clinton coïncida avec une phase d'expansion économique et d'augmentation des profits, ainsi qu'à un accès plus ouvert à l'emploi et même, brièvement, à de meilleurs salaires, sa politique accéléra les tendances vers des inégalités plus fortes et fit porter un poids insupportable sur l'une des poutrelles clés de l'idéologie d'après-guerre : les États-Unis seraient une société sans classes. L'électorat se tourna alors vers les républicains.

Au début du nouveau siècle, lorsque George W. Bush (2001-2009), fils de l'ancien président et lui-même ancien gouverneur du Texas, devint président, on pouvait entendre les structures idéologiques de l'après-guerre grincer et gémir. Bien qu'il fût républicain et conservateur, Bush développa des programmes sociaux plus que tout autre président depuis Johnson. Comme sous Reagan, les budgets militaire et civil enflèrent et l'État s'enfonça dans la dette. Autant de questions qui auraient dû lui valoir de durs conflits avec l'aile droite des républicains fiscalement conservateurs. Comme son père, il n'aurait probablement pas été réélu pour un second mandat si les attaques terroristes contre le World Trade Center et le Pentagone, du 11 septembre 2001 ne l'avaient pas transformé, pour un court moment, en héros national lorsqu'il promit que l'Amérique se vengerait.

Bush s'était entouré d'un groupe de faucons connu sous le nom de « Vulcains14 » qui utilisèrent le 11 septembre comme prétexte pour entamer des guerres contre les Talibans en Afghanistan et contre Saddam Hussein en Irak, bien qu'aucun Afghan ou Irakien n'ait été impliqué dans l'attaque contre le World Trade Center. Les « Vulcains mirent en avant un ensemble remarquable de doctrines et des idées qu'on peut considérer comme une véritable rupture avec la politique étrangère et la stratégie du passé » (Mann, 2004 : xii). Cela se traduisit par une posture agressive à l'égard de la Corée du Nord allant bien au-delà de

l'endiguement et de la dissuasion, la justification d'attaques « préventives » contre d'autres pays et des appels à des changements de régime au Moyen-Orient souvent habillés d'une rhétorique en faveur de la démocratie. C'était en réalité de la domination et de la suprématie mondiale militaire des États-Unis dont il était question.

Les Vulcains fournirent à Bush une justification théorique de l'offensive contre l'Irak en mentant ouvertement sur l'existence d'« armes de destructions massives » constituant une menace pour l'Amérique. Si Bush proclama la victoire sur l'Irak dans son discours de 2003, « Mission accomplie », la guerre continua jusqu'aux années 2010, tuant des centaines de milliers de personnes et détruisant pratiquement la nation irakienne. (En réalité, cette guerre désastreuse continue et s'est étendue à la Syrie, où des dizaines de milliers de vies ont été perdues, des millions de personnes déplacées, aboutissant à la quasi-destruction du pays.) Pas plus en Irak qu'en Afghanistan, les guerres n'ont cessé. Pour beaucoup aux États-Unis, il devenait évident que loin d'être un pouvoir bienveillant, les États-Unis étaient bel et bien engagés dans une guerre permanente dans le monde. De plus, ces guerres étaient souvent - perdues ou tout au moins étaient dans l'impasse.

Puis, ce fut le désastre Katrina. La honteuse gestion par l'administration Bush de l'ouragan qui frappa la Nouvelle-Orléans – provoquant près de deux mille décès et plus de sept cents disparitions – révéla son incompetence et la discrédita aux yeux de l'opinion publique. La crise financière de 2008 détruisit totalement le peu de réputation qu'il pouvait rester au président Bush. Avec cette tempête économique d'une ampleur jamais vue depuis les années 1930, la superstructure idéologique américaine commença à voler en éclats, même s'il fallut attendre huit années de plus et la primaire de l'élection présidentielle de 2016 avant de pouvoir en comprendre toutes les conséquences et ce que cela impliquait pour la société américaine, tant dans l'esprit tant des dirigeant·es que des dirigé·es.

Les vieux paradigmes s'effondrent

Si nous ne l'avions pas alors nécessairement compris, l'échec américain en Irak et en Afghanistan et la crise économique de 2008 annoncèrent la fin de l'idéologie qui avait jusque-là dominé. Les vieilles idées n'expliquant plus ni ne pouvant plus justifier l'état des choses, elles ne furent plus acceptées. Pourtant, si la structure en tant que telle ne s'effondra pas, c'est parce qu'elle était soutenue par des millions de personnes qui voulaient encore y croire. L'élection de Barack Obama, le premier président noir, masqua dans un premier temps combien les choses avaient changé. Ayant été élu avec les slogans de l'« Espoir » et du « Changement », beaucoup attendaient d'Obama qu'il apporte des réponses audacieuses et énergiques à la grande récession et qu'il mette un terme à l'engagement américain en Irak et en Afghanistan. Nombreux·ses étaient ceux et celles qui expliquaient que le pays avait besoin d'un nouveau Franklin Delano Roosevelt, quelqu'un qui sauverait le système financier, sauverait les entreprises de la faillite, créerait des emplois et aiderait les pauvres. Ceux et celles qui avaient voté pour Obama voulaient quelqu'un qui protège ceux et celles qui travaillent : c'est ainsi en effet qu'on se souvenait du New Deal de Roosevelt. On voulait quelqu'un qui rétablisse le pacte social et la bonne santé de l'économie de la nation et qui préserve les idéaux portés par l'idéologie d'après-guerre. Obama ne pouvait pas et ne voulait pas le faire et il ne le fit pas. Les 787 milliards de dollars injectés dans les programmes de relance des infrastructures, de santé et d'éducation s'avérèrent incapables de remettre l'économie en marche – plusieurs années seront nécessaires pour en finir avec la récession et, pour beaucoup, elle n'a jamais pris fin. Le taux de chômage resta élevé pendant des années, de même que le nombre des saisies et des expulsions de logements.

Face à cette crise, la droite extrême, le Tea Party, se mobilisa, tandis qu'à gauche des milliers de citoyen·nes rejoignirent le mouvement Occupy Wall Street et dans les années suivantes se rassemblèrent derrière le hashtag Black Lives Matter, qui représentaient tous les deux une opposition au système politique et social dans son ensemble, un système dont le racisme est une composante organique. Occupy, Black Lives Matter, et l'état de guerre apparemment permanent du pays constituaient autant de boulets de démolition frappant la vieille idéologie.

Émergence de nouvelles idéologies

La grande récession et les réactions qu'elle provoqua marquèrent la fin de l'idéologie américaine d'après-guerre, ce qui apparut clairement lors de l'élection présidentielle de 2016. Alors que le candidat républicain initialement favori, Jeb Bush, proposait une déclinaison du conservatisme traditionnel et que Hillary Clinton dispensait sa rhétorique libérale, de nombreux Américain·es s'en détournèrent à la recherche de nouvelles idées et d'une nouvelle explication de l'état des choses. Le populisme fit soudainement irruption comme une force politique américaine majeure. À gauche, Bernie Sanders s'élevait contre la « classe des milliardaires » et appelait à une « révolution politique ». Tandis qu'à droite, Trump attaquait le gouvernement, les partis, les médias et les étrangers et célébrait l'« America first ! », l'Amérique d'abord. Chacun d'entre eux répudiait pratiquement le parti au sein duquel il concourait : Trump n'était pas un républicain et Sanders n'était pas un démocrate. Sanders se présentait lui-même comme un « socialiste démocratique » et mettait en avant un programme progressiste proche de la social-démocratie, avec entre autres mesures l'extension de la couverture sociale Medicare à tou·tes et la gratuité de l'enseignement supérieur. La campagne de Sanders légitima le socialisme comme enjeu de discussion. Des millions de jeunes, nés après la fin de la Guerre froide et de l'anticommunisme commencèrent à se penser comme socialistes. Soixante-dix ans après l'Europe de l'Ouest, la social-démocratie avait fini par s'inscrire dans le débat américain. Et les plus jeunes entreprirent de discuter d'idées socialistes bien plus radicales.

Au même moment, Donald Trump, le candidat républicain rebelle, proposait un programme nationaliste de droite dure, promettant de protéger le peuple américain contre la concurrence injuste de la Chine, contre les Mexicains et les musulmans, de préserver la sécurité sociale et Medicare et de tourner le dos à une politique étrangère interventionniste et de guerres à l'étranger. Bien plus à droite que celui du Tea Party, le message de Trump, dans un style grossier et combatif, teinté de misogynie et de racisme, emporta suffisamment de soutien dans la classe moyenne aisée et la classe ouvrière blanches pour accéder à la Maison Blanche, même si Hillary Clinton obtint la majorité des voix avec une avance de 2,8 millions de voix.

Même après l'élection de Trump, la désignation de son gouvernement de financiers et de PDG et la mise en œuvre de politiques qui allaient heurter ses propres partisans, sa rhétorique et son idéologie lui permirent de conserver sa base, à défaut de l'élargir. De son côté, Sanders conserva aussi ses soutiens, mobilisant l'aile progressiste du Parti démocrate pour contester les néolibéraux clintoniens, quoique sans réel succès. L'idéologie d'après-guerre était morte, mais savoir ce qui allait la remplacer n'était pas un simple sujet de débats mais était également l'objet d'une lutte politique et sociale.

En 2016, l'électorat américain s'est profondément polarisé avec des millions de gens se retrouvant de part et d'autre du versant radical du spectre politique et très peu au milieu. Une nouvelle alt-right composée de quasi-fascistes attirait des millions de followers sur les réseaux sociaux, alors qu'une nouvelle gauche quasi-socialiste était suivie par des millions de jeunes.

Cependant, l'administration Trump, le Congrès républicain et la plupart des gouvernements d'État disposent d'un immense avantage. Dès lors, l'avenir dépendra d'un débat sans merci sur les idées et de la capacité à mobiliser des millions de personnes.

En effet, seule une vision claire sur la nécessité de construire un mouvement des classes laborieuses pour le socialisme sera en mesure de soustraire le peuple américain à la domination du capital et aux griffes de l'establishment, et d'empêcher la montée d'un fascisme américain. La fondation d'une conception alternative du monde doit clairement montrer que le capitalisme ne fonctionne plus et que nous avons besoin d'un nouveau système qui soit au service de tous et impose la fin du militarisme et l'arrêt du changement climatique.

Les piliers de cette nouvelle idéologie à venir sont l'égalité économique et politique, l'expropriation et la socialisation des banques et des entreprises, la planification économique démocratique et la fondation d'un nouveau parti politique à gauche et enfin l'accès au pouvoir d'un nouveau gouvernement démocratique des travailleur-euses. Aujourd'hui, ce sont les idées d'une petite minorité, mais elles doivent devenir les idées de la majorité si nous voulons gagner.

Dan La Botz : Le nouveau populisme américain

Résistances et alternatives à Trump

Traduit de l'anglais (Etats-Unis) par Patrick Le Tréhondat

Editions Syllepse

https://www.syllepse.net/le-nouveau-populisme-americain-_r_22_i_741.html

Paris 2018, 288 pages, 20 euros